Agence Comptable

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS 2015

Université Bordeaux Montaigne

Catherine MENDIBOURE, Agent Comptable

Sommaire

I) Faits caractéristiques, comparabilité des comptes, principes comptables et méthodes d'évaluation 3

I-1) Faits caractéristiques 3

I-2) Comparabilité des comptes 4

I-3) Principes et méthodes comptables appliqués 4

I-3-1) Immobilisations incorporelles et corporelles 5

I-3-2) Subventions d'investissement 7

I-3-3) Rattachement des charges et produits à l'exercice 8

II) Notes relatives aux postes de bilan 10

II-1) Actif 10

II-1-1) Actif immobilisé 10

►TABLEAU ANNEXE NUMERO 1 .....

II-1-1-a) Immobilisations incorporelles 10

II-1-1-b) Immobilisations corporelles..... . 10

II-1-1-c) Immobilisations en cours 11

II-1-2) Amortissements et dépréciations des immobilisations 12

► TABLEAUX ANNEXES NUMERO 2/3/4 .....

II-1-3) Stocks et en-cours 12

II-1-4) Créances 12

II-1-5) Trésorerie 14

II-2) Passif 15

II-2-1) Capitaux propres 15

II-2-2) Réserves 15

II-2-3) Provisions 15

II-2-4) Dettes 18

II-2-5) Échéances des créances et des dettes 19

III) Notes relatives aux postes du compte de résultat 19

III-1) Chiffre d'affaires et produits d'exploitation 19

III-2) Opérations propres aux budgets annexes 20

IV) Autres informations 21

IV-1) Evénements postérieurs à la clôture 21

IV-2) Aspects environnementaux 21

IV-3) Filiales et participations 21

IV-4) Engagements hors-bilan 21

IV-5) Honoraires du commissaire aux comptes 22

IV-6) Effectifs 22

I) Faits caractéristiques, comparabilité des comptes, principes comptables et méthodes d'évaluation

Ce document est établi selon les préconisations de l'instruction de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) n° 09-018-M9 du 1er septembre 2009, tenant compte des règles édictées par le code de commerce et le plan comptable général.

L'exercice comptable a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2015.

L'annexe porte sur les comptes de l'Université Bordeaux Montaigne qui comprennent les comptes de l'Université, les comptes de son budget annexe: Centre de Formation des Apprentis (CFA) et d'un Service Inter Universitaire de Gestion du Domaine Universitaire (SIGDU). Les montants sont exprimés en euros.

I-1) Faits caractéristiques

L'Université Bordeaux Montaigne bénéficie des responsabilités et compétences élargies depuis cinq ans (Arrêté du 9 novembre 2010).

Son régime budgétaire, financier et comptable est défini par le décret n° 2014-604 du 6 juin 2014 relatif au budget et au régime financier des établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche.

L'Université Bordeaux Montaigne est membre fondateur de la Communauté d'Universités et Etablissements d'Aquitaine – ComUE d'Aquitaine, crée en application de la loi de juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et la recherche dite «loi ESR» par transformation du PRES (Pôles Recherche Enseignement Supérieur).

Par délibération du 07/11/2014, approuvée par le Rectorat et la DRFIP en janvier 2015 , le conseil d'administration de l'Université Bordeaux Montaigne a décidé la prise de participation par l'Université Bordeaux Montaigne à hauteur de 10% du capital de la société de réalisation immobilière (SRIA) , société par actions simplifiée au capital de 2.021.784 euros, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bordeaux sous le n° 512 530 113 .

Le dénouement comptable et financier de cette souscription est comptabilisé sur l'exercice 2015.

L'année 2015 a été également marquée par l'approbation et la signature des conventions de site :

- Convention bilatérale avec l'Université de Bordeaux définissant le champ et les modalités de coopération et de collaboration entre les deux établissements
- Convention multilatérale entre l'Université Bordeaux Montaigne, l'Université de Bordeaux, Bordeaux INP, Bordeaux Sciences Agro et Sciences PO Bordeaux arrêtant les modalités de fonctionnement, de gouvernance et de gestion des services inter-établissements :

  <u>Portés par l'université de Bordeaux :</u>

  - Documentation
  - Installations sportives universitaires - activités physiques et sportives
  - Médecine préventive, de promotion de la santé et soins
  - Systèmes d'information

  <u>Portés par l'université Bordeaux Montaigne :</u>

  - Gestion du domaine universitaire (SIGDU)

I-2) Comparabilité des comptes

- **Masse salariale** :

Le processus de paie est organisé par une convention de « paye à façon » signée avec la Direction Régionale des Finances Publiques d'Aquitaine dont la durée a été prorogée de 5 ans à compter du 01/01/2013.

Cet accord fixe le cadre d'intervention de la DRFIP : réalisation des travaux mensuels et annuels afférents aux agents rémunérés sur le budget de l'université ; transmission à l'établissement des informations produites en retour du système d'exploitation afin d'assurer le suivi de la masse salariale et de consommation des emplois en équivalents temps plein.

Le budget 2015, comme les précédents, avait été élaboré dans un contexte d'extrême tension sur les crédits de masse salariale, contraignant l'établissement à poursuivre les mesures correctrices mises en œuvre : gel de 10 postes d'enseignants-chercheurs ; gel de 4 postes FIORASO ; gel de 2 contrats doctoraux attribués ; positionnement des recrutements SAUVADET sur les emplois vacants ; rajustement des charges d'enseignement aux effectifs étudiants présents suivant les périodes (forte défection constatée au semestre 2).

Malgré ces mesures, le compte financier est marqué par une progression de 0.81 % de la masse salariale par rapport à 2014 ; la SCSCP 2015 fléchée « masse salariale » progressant de 1.20 %.

- **Corrections d'erreurs/régularisations et changements de méthodes comptables**

Afin de satisfaire aux exigences de qualité comptable et dans le cadre de la certification des comptes, un grand nombre de régularisations avait été comptabilisé en 2011 et dans une moindre mesure entre 2012 et 2014.

Une seule écriture de correction d'erreur a été passée sur 2015 visant à rectifier l'imputation en investissement sur 2014 d'une dépense de désamiantage partiel pour 5 535 ,48 €: Débit 119/Crédit 2313

Aucun changement de méthode comptable n'est à signaler.

I-3) Principes et méthodes comptables appliqués

Les comptes 2015 de l'Université Bordeaux Montaigne, Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel (EPSCP), sont établis :

- selon les dispositions du décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique
- selon le décret n° 2013-756 du 19 août 2013 relatif aux dispositions réglementaires des livres VI et VII du code de l'Education (articles R 719-52 à R 719-112)
- selon le décret n° 2014-604 du 6 juin 2014 relatif au budget et au régime financier des établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche
- selon les principes édictés par l'Instruction codificatrice M9-3 de la Direction Générale des Finances Publiques sur la réglementation budgétaire, financière et comptable des EPSCP, en vigueur en ce qui nous concerne jusqu'au 31/12/2016.

- selon l'instruction M9 N° 06-007-M9 du 23 janvier 2006 relative aux passifs, actifs, amortissements et dépréciations des actifs,

- selon l'instruction BOFIP-GCP-13-0004 du 31/01/2013 relative au financement de l'actif qui reprend les dispositions de l'avis du CNoCP n° 2011-10 du 8 décembre 2011 relatif à la présentation et à l'évaluation du financement de l'actif des établissements publics

- selon l'instruction BOFIP-GCP-13-0011 du 01/03/2013 reprenant les dispositions de l'avis n° 2012-07 du 18 octobre 2012 du Conseil de normalisation des comptes publics (CNoCP) relatif aux modalités de comptabilisation des biens historiques et culturels, ainsi que des dépenses ultérieures y afférentes, dans les comptes des entités du secteur public (aucun bien recensé à Bordeaux Montaigne)

- selon l'instruction BOFIP-GCP-13-0019 du 25/10/2013 reprenant les dispositions de l'avis n° 2012–02 du 4 mai 2012 du Conseil de normalisation des comptes publics (CNoCP) relatif aux modalités de première comptabilisation des immobilisations corporelles antérieurement non comptabilisées en raison de situations particulières (aucun bien recensé à Bordeaux Montaigne)

- selon l'instruction Section Gestion comptable publique n° 13-0024 du 27 Novembre 2013 reprenant l' Avis du CNOCP n° 2012-01 du 17 février 2012 relatif à la comptabilisation à la date de clôture des droits à congés, du compte épargne-temps, des heures supplémentaires ainsi que des heures complémentaires dans les établissements publics relevant des instructions budgétaires, financières et comptables M 9-1, M 9-3 et M 9-5 (application anticipée au 1er janvier 2013)

- selon l'instruction BOFIP-GCP n° 13-0022 du 05/12/2013 relative aux modalités de comptabilisation des subventions reçues et BOFIP-GCP n° 13-0023 du 06/12/2013 relative aux modalités de comptabilisation des opérations pluriannuelles

- selon l'instruction BOFIP-GCP-14-0002 du 07/02/2014 reprenant les dispositions de l'avis n° 2013-04 du 12 avril 2013 du Conseil de normalisation des comptes publics (CNoCP) relatif aux transferts d'actifs corporels entre entités du secteur public (aucun bien recensé à Bordeaux Montaigne)

- selon l'instruction BOFIP-GCP-14-0003 du 10/02/2014 reprenant les dispositions de l'avis du Conseil de normalisation des comptes publics (CNoCP) n° 2013-02 du 14 janvier 2013 relatif aux immobilisations incorporelles et corporelles contrôlées conjointement par plusieurs entités (aucun bien recensé à Bordeaux Montaigne).

- selon l'instruction BOFIP-GCP-14-0008 du 24/04/2014 relative à la mise en œuvre de la comptabilisation par composants des actifs

- et selon l'instruction BOFIP-GCP-14-0009 du 25/04/2014 reprenant l'Avis n°2012-05 du 18/10/2012 du CNoCP relatif aux changements de méthodes comptables, changements d'estimations comptables et corrections d'erreurs dans les établissements publics nationaux relevant des instructions budgétaires, financières et comptables M 9-1 et M 9-3

I-3-1) Immobilisations incorporelles et corporelles

1. Les biens immobiliers :

Le patrimoine immobilier reçu en dotation a été comptabilisé en 2010 en valeur vénale en l'état de l'usage conformément aux évaluations notifiées les 23/03/2010 et 20/12/2010.

La comptabilisation par composants a été adoptée par délibération du Conseil d'administration du 17/06/2011.
Les amortissements pratiqués en 2015 sur les bâtiments ainsi que sur les aménagements et agencements de terrains sont calculés sur la base des durées figurant dans le tableau ci-dessous :

	Rappel des dispositions adoptées en 2011 pour les biens immobiliers	**Conseil d'administration du 17/06/2011.**
213/214	Fondations, constructions de sous-sol, structure, enveloppe extérieure, construction spéciale et démolition, aménagement du site	**40**
213/214	Construction intérieure, escaliers, finitions intérieures, équipement, ameublement, électricité, **portes automatiques**	**25**
213/214	Etanchéité, ascenseur,	**15**

	Ajout : Agencements , aménagements de terrains	**Conseil d'administration du 29/11/2013.**
212	Agencements , aménagements de terrains : nus/aménagés/bâtis	**10**

	Ajout : Autres installations générales, agencements, aménagements des autres constructions/bâtiments sur sol d'autrui acquis	**Conseil d'administration du 10/07/2015 et 27/11/2015**
21358/21417	**Acquisition de bâtiments modulaires**	**10 ans**

2. Les biens mobiliers

Ils sont amortis sur la base des durées adoptées par délibérations du Conseil d'Administration du 17/12/2004, 19/06/2009, 26/03/2010, 21/12/2012, et 10/01/2014, 12/03/2015, 10/07/2015 et 27/11/2015 (tableau ci-dessous).

L'amortissement est linéaire calculé au prorata temporis le 1er du mois qui suit leur mise en service sauf pour les biens 2007/2008 intégrés dans la base sous le mode linéaire avec démarrage des amortissements au 1er janvier de l'année qui suit la mise en service. Un inventaire physique a été réalisé en novembre 2011 par un prestataire extérieur privé.

Les travaux de rapprochement physico comptable des biens informatiques sont régulièrement opérés et permettent de proposer trimestriellement au Conseil d'administration la sortie de matériels.
Un rapprochement a également été opéré, par le SIGDU, l'IUT, l'IJBA, AUSONIUS, IRAMAT en 2014 et a donné lieu à sorties de matériels entièrement amortis.

Conformément à l'instruction du 18/12/2012, les financements obtenus pour les acquisitions mobilières ou immobilières, ainsi que la contrepartie des biens mis à disposition, sont repris en compte de résultat sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de l'actif financé, en fonction du taux de financement.

Par respect du principe général de symétrie, la comptabilisation de la reprise s'effectue au crédit d'un des deux comptes suivants :

● 781x « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions - Produits d'exploitation - Quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs »
● ou 787x « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions - Produits exceptionnels - Quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs »

Comptes	Biens mobiliers	Biens avant 2009	Biens à compter 2009	Matériel Informatique à compter 2010	Modification à compter 01/01/2014	Modifications présentées en CA le 10/07/2015 et le 27/11/2015
201	Frais d'établissement		**5**			
203	Frais de recherche et de développement		**5**			
20531 **2058**	Logiciels **(valeur >800 et durée > 1 an)**, brevets, licences	**3**	**3**		**7**	
206	Droit au bail		**5**			
208	Autres immobilisations incorporelles		**5**			
21517	Installations techniques complexes	**10**	**10**			
21537	Matériel scientifique	**10**	**10**			
21557	**Outillage > à 800 ht**	**5**	**5**			**Mise en place du seuil de 800 € à compter de 03/2015**
21557	**Outillages spécialisés (Ex tracteur, tondeuse autoportée, chargeuse pelleteuse...)**				**10**	**27/11/2015**
21567	Matériel d'enseignement				**5**	
21577	Agencements et aménagements du matériel ; outillage	**10**	**5**			
21617	Collections de documentation	**8**	**10**			
21647	Collections littéraires scientifiques artistiques		**20**			
21817	Installations agencements aménagements divers de construction	**10**	**10**			
21827	Matériel de transport	**5**	**7**			
21837	Matériel de bureau	**10**	**5**			
21847	Mobilier (tout mobilier < ou > 800)	**10**	**10**		**10** **tout mobilier < 800 OU > 800**	**y compris CHAISES (correction CA du 10/07/2015)**
2186	Emballages récupérables		**3**			
21877	Matériel informatique	**3**				
218771	**PC + écrans informatiques**		**5**	**5**	**5** **Ecrans <800 OU>800**	
218772	**PORTABLES + IPAD**		**4**	**4**	5 rajout IPAD	
218773	**SERVEURS**		**5**	**5**	**5**	
218781 **218782**	**PERIPHERIQUES >800 € HT** **(écrans imputés sur 218771 quel que soit le montant à compter du 01/01/2013)**			**5**	**5**	
218781 **218782**	**EQUIPEMENT RESEAU >800 € HT**			**5**	**5**	
21887	Matériel divers **(dont Vidéoprojecteurs et tableau blancs interactifs à compter 01/01/2013)**	**10**	**6**		**6** Vidéoprojecteurs et TBI : sur compte 21887	**5 ans à compter de 03/2015**
~~**21888**~~	AUTRES MATERIELS DIVERS **Appareils photos, caméras numériques, téléphones portables , >500 ht** ...	**10**	**6**		**5** Compte 21888 dédié à ce type de matériel à comper 2013	**Mise en place du seuil de 500 € à compter de 03/2015 - Transfert sur le compte 21887**

I-3-2) Subventions d'investissement

L'instruction BOFIP-GCP-13-0004 du 31/01/2013 relative au financement de l'actif a apporté des modifications substantielles à la présentation et à l'évaluation des financements externes de l'actif reçus par les établissements publics nationaux :

Au sein des comptes de capitaux, une distinction est effectuée entre les financements reçus de l'État et les financements reçus de tiers autres que l'État (Union Européenne, collectivités territoriales, …), afin de permettre d'identifier la source des financements externes d'actifs contrôlés par les EPN.

Pour chaque source de financement, les financements rattachables à un actif déterminé sont distingués de ceux non rattachables.
En effet, il est prévu que les financements rattachés à des actifs clairement identifiés évoluent symétriquement aux amortissements et dépréciations de l'actif financé, de manière à lier le produit (financement reçu) à la charge (consommation des avantages économiques ou perte de valeur de l'actif).

Les financements accordés par l'État sont comptabilisés aux comptes 10 : « Financement de l'actif par l'État, écarts de réévaluation et réserves ».

- Les financements non rattachés à un actif sont enregistrés pour leur montant initial au compte 101 « Financements non rattachés à des actifs déterminés ».
- Les financements rattachés à un actif sont comptabilisés pour leur montant initial aux subdivisions suivantes du compte 1041« Valeur initiale des financements rattachés à des actifs »

Les financements accordés par des tiers autres que l'État sont imputés aux comptes 13 : « Financement de l'actif par des tiers autres que l'État » lors de la comptabilisation initiale. La subdivision en fonction de la qualité du financeur est maintenue au sein de ce compte.

- Les financements non rattachés à un actif sont comptabilisés au compte 131 « Financements non rattachés à des actifs déterminés ».
- Les financements rattachés à un actif (dont la contrepartie des biens remis). sont comptabilisés pour leur montant initial au compte 1341 «Valeur initiale des financements rattachés à des actifs ».

L'Instruction du 20 novembre 2013 NOR : BUDE1329400J **BOFIP-GCP n° 13-0022 du 05/12/2013** précise les modalités de comptabilisation des subventions :

Qu'il s'agisse de subventions d'investissement ou de fonctionnement, annuelles ou pluriannuelles, **le critère de rattachement à l'exercice des subventions reçues respecte le principe général selon lequel le droit est comptabilisé lorsqu'il est acquis et que son montant peut être évalué de manière fiable.**
L'acquisition de ce droit correspond à la réalisation, sur la période se rattachant à l'exercice clos, de l'ensemble des conditions nécessaires à la constitution du droit de l'organisme public bénéficiaire. La reconnaissance de ce droit par l'organisme financeur est formalisée par un acte attributif.

Notons que la majorité des subventions accordées à l'établissement est conditionnée à la **réalisation effective des dépenses qui doivent être justifiées au financeur** ; l'octroi du droit correspond donc à l'exécution des dépenses effectivement financées (exécution du service fait) ; le montant du droit correspond à la part financée des dépenses éligibles constatées au cours de la période se rattachant à l'exercice clos.

I-3-3) Rattachement des charges et produits à l'exercice

Plusieurs méthodes de rattachement sont en vigueur au regard des possibilités techniques offertes par le progiciel comptable et de la mise en œuvre du décret GBCP au 01/01/2016.

L'autonomisation de la comptabilité budgétaire rendant en effet obligatoire le suivi :

- Des consommations d'autorisations d'engagement (à partir des engagements juridiques souscrits)

- Des crédits de paiement (à partir des décaissements)
- Des recettes budgétaires (à partir des encaissements et de leur rapprochement avec les titres émis)

S'agissant des charges :

- Charges de fonctionnement hors frais de mission : technique de l'extourne avec contrepassation concomitante sur N+1 des écritures comptabilisées ; suivant le type de charge : avec /ou sans engagement juridique, la liquidation 2016 sera opérée/ou non de façon automatisée via l'applicatif CARAMBOLE
- Frais de mission et masse salariale : comptabilisation sous forme de charge à payer avec écriture manuelle d'extourne sur 2016
- Aucune facture d'immobilisation émise sur bon de commande n'était en attente de service fait au 22/12/2015, jour de fermeture de l'établissement. Les factures parvenues après cette date ont été traitées sur 2016, de même que les situations de travaux pour lesquelles des réserves étaient formulées sur la correcte réalisation des prestations.
- Les charges constatées d'avance, payées en 2015 ont fait l'objet d'un ordre de reversement sur N permettant de débiter le compte 486 et de rétablir le résultat de l'exercice ; ce compte sera régularisé en N+1 par écriture manuelle d'extourne

S'agissant du rattachement des produits, plusieurs méthodes comptables sont en cours :

Droits d'inscription , frais de formation : constatation de l'intégralité des produits en classe 7 puis réduction de titre permettant de rétablir le résultat de l'exercice et de créditer le compte 487 « produits constatés d'avance » .

Cette opération est réalisée à hauteur de 8/12ème des encaissements pour les droits de scolarité, au prorata de la durée et selon le planning des formations pour le DEFLE et la formation continue.

A compter du 1er janvier 2016, elle donnera lieu à une écriture d'extourne manuelle sur l'exercice suivant.

Conventions de mise à disposition de personnel : émission du produit à recevoir sur la base de la prise en charge conventionnelle proratisée sur la période rattachée à l'exercice (le plus souvent 4/12ème)

Conventions de recherche, conventions de mobilité, conventions pédagogiques, d'aide à la publication : suivi à l'avancement selon l'Instruction du 20 novembre 2013 NOR : BUDE1329400J **BOFIP-GCP n° 13-0022 du 05/12/2013** relative aux modalités de comptabilisation des subventions :

Les avances de trésorerie allouées par le financeur pour ces projets sont enregistrées au crédit des comptes 419 et 4419* ; la comptabilisation du droit n'étant autorisée que lorsque celui-ci est acquis et que son montant peut être évalué de manière fiable.
À la clôture de l'exercice, au vu des conditions fixées dans les actes attributifs de subventions, un recensement des droits acquis au titre de l'exercice doit donc être effectué de manière à rattacher à l'exercice les produits correspondants et à comptabiliser des « produits à recevoir » le cas échéant :

Ces produits à recevoir sont comptabilisés :

- Pour les produits de fonctionnement au débit des comptes 4181 , 44877* en contrepartie du crédit du compte 7xx correspondant.

- Pour les subventions d'investissement : au débit du compte 44871* en contrepartie du crédit du compte 10 ou 13 correspondant

Il s'agit, notamment, de toutes les subventions dont les versements sont conditionnés par la production de justifications de dépenses aux termes de la convention attributive de l'aide : si la justification portant sur les dépenses dont le service fait est intervenu au cours de l'exercice N n'a pas pu être produite avant le 31 décembre N, un rattachement à l'exercice des produits correspondants doit être effectué à hauteur des dépenses constatées en N.
L'instruction prévoit que ces écritures en date du 31 décembre sont contrepassées au 1er janvier de l'exercice suivant ; l'entrée en vigueur de la GBCP au 01/01/2016 permet désormais techniquement la passation de cette écriture.

II) Notes relatives aux postes de bilan

II-1) Actif

II-1-1) Actif immobilisé

►TABLEAU ANNEXE NUMERO 1

En 2015, la valeur brute des immobilisations progresse de **3 183 459,55 euros** passant de **83 808 363,64 euros** en 2014 à **86 991 823,19 euros en 2015**

- **+ 3 524 479,64** euros correspondent à des entrées
- **- 341 020,09** euros correspondent à des sorties d'inventaire
- + 830 609,14 euros de travaux ont été intégrés aux comptes d'imputation définitive

II-1-1-a) Immobilisations incorporelles

Les acquisitions 2015 s'élèvent à 29 542,82 euros dont 15 729,89 € d'intégration de travaux

Le montant brut passe de 1 023 211,35 euros à 1 052 754,17 euros.

La valeur nette est de 60 713,97 euros.

II-1-1-b) Immobilisations corporelles

Le patrimoine immobilier mis à disposition de l'établissement avait été intégré en 2010, corrigé en 2011 des erreurs décelées et mis à jour en 2012 et 2014 suite au transfert de l'EGID et de l'IUT de Gradignan.

Les constructions figurent au bilan de l'établissement pour un montant net de 40 862 467,87 € suivant décomposition ci-après :

		Valeur brute	Valeur Nette
21316	Bâtiments affectés ou remis en dotation **Estimation 2010**	39 004 910,99	31 419 157,73
21316	Bâtiments affectés ou remis en dotation **Travaux postérieurs à 2010**	8 741 521,91	7 358 076,59
21356	Installations générales, agencements, aménagements des constructions affectées ou remises en dotation	966 200,34	897 813,44
21417	Bâtiments sur sol d'autrui acquis (DEFLE) **Estimation 2010**	684 111,00	551 063,76
21417	Bâtiments sur sol d'autrui acquis **Travaux postérieurs à 2010**	650 144,29	636 356,35
		50 046 888,53	40 862 467,87

Les terrains ont été évalués en 2010. Ils sont inscrits au bilan pour 13 573 160,00 € après transfert de l'EGID et de l'IUT de Gradignan .

Les agencements, aménagements de terrains sont inscrits au bilan en valeur nette pour 151 426,10 €.

L'Inventaire physique exhaustif des biens mobiliers a été réalisé fin 2011 et fait l'objet d'un rapprochement régulier avec l'inventaire comptable pour ce qui est du matériel informatique.

Le patrimoine mobilier, chapitre 21 tous biens confondus est évalué à : 4 857 871,76 € en valeur nette.

II-1-1-c) Immobilisations en cours

Les opérations comptabilisées aux comptes 23 sont identifiées et font l'objet d'un suivi à chaque liquidation de dépense.

Le montant inscrit au compte 2313 « constructions » s'élève à 1 161 927,17 € au 31/12/2015 suivant détail ci-dessous :

Somme de RESTE 31-12		
OBJET	EXER	Total
Mise en sécurité des chaufferies et ventilations	2015	2 048,92
Total Mise en sécurité des chaufferies et ventilations		2 048,92
Maison de la recherche	2011	8 173,73
	2012	4 108,03
	2014	60 354,94
	2015	529 232,76
Total Maison de la recherche		601 869,46
Opération T14-07Réhabilitation de l'amphithéâtre n° 3	2014	3 045,08
	2015	361 207,32
Total Opération T14-07Réhabilitation de l'amphithéâtre n° 3		364 252,40
OPÉRATION T14-10 Réhabilitation du Pôle Production Imprimé	2014	5 943,00
	2015	105 019,84
Total OPÉRATION T14-10 Réhabilitation du Pôle Production Imprimé		110 962,84
Opération T14-15 Gestion des Eaux Pluviales Entité Ouest	2014	2 252,68
	2015	7 176,88
Total Opération T14-15 Gestion des Eaux Pluviales Entité Ouest		9 429,56
OPT14-09 Mise en sécurité des locaux à risques	2014	4 395,56
	2015	2 297,96
Total OPT14-09 Mise en sécurité des locaux à risques		6 693,52
Réhabilitation du bâtiment K	2014	815,04
	2015	46 498,23
Total Réhabilitation du bâtiment K		47 313,27
Téléphonie IP	2015	2 830,00
Total Téléphonie IP		2 830,00
Mise en accessibilité PMR : portes automatiques Missions de contrôle technique	2015	679,20
Total Mise en accessibilité PMR : portes automatiques Missions de contrôle technique		679,20
Réhabilitation / Extension du DEFLE	2015	15 848,00
Total Réhabilitation / Extension du DEFLE		15 848,00
Total général		1 161 927,17

II-1-2) Amortissements et dépréciations des immobilisations

► **TABLEAUX ANNEXES NUMERO 2/3/4**

Les amortissements cumulés passent de 23 099 134,00 euros à 26 070 285,33 euros en 2015 .

Cette variation s'explique :

- par la comptabilisation de l'annuité 2015 : 3 312 171,42 euros
- par les écritures de sorties d'actif : 341 020,09 euros

II-1-3) Stocks et en-cours

La méthode de valorisation présentée au CA du 21/12/2012 et validée par délibération est rappelée ci-dessous :

- Ouvrages édités entre 2013 et 2015 : valorisation selon le coût de production annuel calculé à la page
- Ouvrages édités antérieurement à 2013 : valorisation à 2 % du coût de production selon les règles fixées par la règlementation applicable au secteur de l'édition

Sont décomptés les ouvrages présents physiquement dans les locaux des Presses Universitaires de Bordeaux et d'AUSONIUS mais aussi les ouvrages déposés à l'extérieur : SODIS et Editions BIERE pour les PUB, SODIS pour AUSONIUS depuis le 1er novembre 2015, différentes librairies…

La valeur des stocks au 31 décembre 2015, 685 379,53 € est ventilée de la façon suivante :

- stock des Editions AUSONIUS : 291 347,16 € (+ 24 292,19 € par rapport à 2014)
- stock des Presses Universitaires de Bordeaux : 394 032,37€ (+ 25 717,82 € par rapport à 2014)

Ce mode de valorisation au coût/page conduit à une surévaluation des ouvrages volumineux comprenant un grand nombre de pages et à la constatation de marges négatives : coût de production supérieur au prix de vente.

En application des normes comptables et commerciales en la matière, une provision pour dépréciation est constituée :

- stock des Editions AUSONIUS : provision complémentaire de 4 627,92 € par rapport à 2014 (43 149,84 € au 31/12)
- stock des Presses Universitaires de Bordeaux : reprise de 4 093,62€ par rapport à 2014 (26 409,92 € au 31/12)

II-1-4) Créances

► **TABLEAU ANNEXE NUMERO 5**

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale.

Deux grands types de créances peuvent être identifiés:

- les créances liées à la facturation de prestations par l'Université :

4111	Clients	1 331 399,25
41220	ETUDIANTS DIVERS	1 594,30
416	Clients douteux ou litigieux	33 754,49
4181	Clients - Justificatifs non produits	186 570,64
4631	Exploitation - Autres comptes débiteurs-ordres de recettes ou ordres de reversement à recouvrer-	102 489,75
4672	paiements différés droits inscription	5 946,46
		1 661 754,89

- les créances liées à des subventions accordées par des partenaires enregistrées aux comptes 44 :

  - Droits acquis :

compte	libellé	solde débiteur
44112	Subvention d'investissement Régions	14 162,81
44115	Subvention d'investissement Autres collectivités et établissements publics	4 597,80
44171	Subvention d'exploitation Etat	287 972,56
44172	Subvention d'exploitation Régions	29 727,34
44173	Subvention d'exploitation Départements	1 500,00
44174	Subvention d'exploitation Communes et groupements de communes	
44175	Subvention d'exploitation Autres collectivités et établissements publics	
44176	Subvention d'exploitation Union Européenne	
44177	Subvention d'exploitation Autres organismes	76 676,13
		414 636,64

  - Droits non acquis :

compte	libellé	solde débiteur
4487111	Etat - produits à recevoir Etat - investissement	47 313,27
4487112	Investissements d'avenir - produits à recevoir-investissement	75 053,89
4487113	ANR - produits à recevoir investissement	21 246,73
448712	Produits à recevoir conseil régional - investissement	364 925,64
448716	produit a recevoir INVESTISSEMENT COMMISSION EUROPENNE	1 353,45
448717	Produits à recevoir autres organismes - investissement	579 012,49
4487711	Etat - produits à recevoir - fonctionnement	8 491,16
4487712	Investissements d'avenir - produits à recevoir - fonctionnement	1 282 687,98
4487713	ANR - produits à recevoir fonctionnement	94 625,44
448772	Produits à recevoir conseil régional - fonctionnement	1 276 624,83
4487720	Produits à recevoir conseil régional - colloques	1 500,00
448773	Produits à recevoir département	
448774	Produits à recevoir commune	18 631,43
448776	Produits à recevoir Europe	657 055,08
448777	Produits à recevoir autres organismes - fonctionnement	124 524,88
		4 553 046,27

Le montant global des créances annulées sur l'exercice atteint : 157 548.90 € et se décompose comme suit :

Somme de Debit	Compte		
Type	6583	67182	Total général
AUSONIUS EDITIONS		25,84	25,84
Convention RECHERCHE	212,84	837,27	1 050,11
Formation continue	444,13	28 262,11	28 706,24
PUB		8 883,24	8 883,24
Régularisation Produit à recevoir RAFP	12 396,10		12 396,10
Remboursement droits inscription	70 281,90	637,30	70 919,20
Remboursement frais inscription DEFLE : nouvelle méthode	24 125,00		24 125,00
Subvention Colloque RECHERCHE		3 378,93	3 378,93
Subvention FIPHFP		901,65	901,65
TOEIC		138,00	138,00
VAE	4 795,00	896,25	5 691,25
Subvention Région SCD		933,34	933,34
Subvention challenge APERAU		400,00	400,00
Total général	112 254,97	45 293,93	157 548,90

L'évolution constatée cette année est liée aux modalités de comptabilisation des remboursements de droits d'inscription, dorénavant inscrit en charges, puisque générateurs de consommation de crédits de paiement en comptabilité budgétaire GBCP.

Jusqu'à l'année dernière, ils étaient comptabilisés en atténuation des produits rattachés.

L'analyse des restes à recouvrer a conduit à inscrire 33 754,49 € en créances douteuses (compte 416) suivant détail ci-dessous :

Exercice	Compte	Ecriture	Date	Gestion	N° Convention	Libellé	Reste à émarger
							33 754,49
2015	416	4312	10/03/2015	999		TITRE 2270/911/14 SWETS LIQUIDATION JUDIC	44,50
2015	416	4837	17/03/2015	999		T 3875/2012/904 ACCRO LIQUID JUDICIAIRE 01/2014	4 575,00
2015	416	29702	31/12/2015	999		DE BOCCARD EDITION DIFFUSION Tit. 14 134,99 Num. 4167 Bord. 1907 du 908 2014 "REVERSEMENT VENTES 2014 DE BOCCARD CREANCE PROVISIONNEE - POURSUITE PAR HUISSIER - RESTE LE HT - TVA COLLECTEE	14 134,99
2015	416	29831	31/12/2015	999	2013-0020	Provision pour créance douteuse COMMUNAUTE DES COMMUNES MAREMNE ADOUR COTE SUD - MACS Tit. Num. 4121 Bord. 1884 du 918 2014 " et Tit. Num. 4670 Bord. 2210 du 918 2013 ": prestation non réalisée Remise	15 000,00

Notons que le titre DE BOCCARD a été soldé par l'huissier diligenté, le 19/01/2016.

II-1-5) Trésorerie

La trésorerie s'élève à la clôture de l'exercice 2015 à 16 838 322 ,13 € et est composée de la façon suivante :

		Débit
		16 838 322,13
5112	Chèques bancaires à encaisser	12 752,82
5117	Chèques impayés	5 515,90
5151	Compte au Trésor	16 819 198,49
531	Caisse	854,92

Le montant de la trésorerie exposé ci-dessus intègre les disponibilités de l'Université : 16 059 183 ,35 euros et des budgets annexes : CFA : 48 198.58 euros et SIGDU 730 940,20 euros.

II-2) Passif

II-2-1) Capitaux propres

► TABLEAU ANNEXE 6

Les capitaux propres de l'Université (budget agrégé) sont principalement composés :

1. de la contrepartie des biens immobiliers mis à disposition par l'Etat et des financements accordés desquels on déduit la reprise en compte de résultat sur la même durée et au même rythme que l'amortissement , soit un montant net de 49 210 908,12 € (notons que l'IUT construit par la Région , mais remis à l'Etat a été reclassé dans cette catégorie) .

2. des financements accordés par l'Etat pour les autres biens desquels on déduit la reprise en compte de résultat sur la même durée et au même rythme que l'amortissement soit un montant net de 285 340,28 €

3. des financements accordés dans le cadre des investissements d'avenir desquels on déduit la reprise en compte de résultat sur la même durée et au même rythme que l'amortissement soit un montant net de 431 395,86 €

4. de la dotation spécifique accordée par l'Etat dans le cadre de l'opération CAMPUS en vue de financer l'entrée dans le capital de la SRIA : 253 894,00 €

5. des réserves de l'établissement qui représentent le montant cumulé des résultats d'exploitation des exercices précédents pour 15 643 420,05€

6. du report à nouveau débiteur représentant les écritures de correction comptabilisées en 2015 pour prise en compte des régularisations : -5 535,48 €

7. du résultat de l'exercice bénéficiaire de 2 107 167.33 €

8. des subventions d'investissement dont la valeur nette après reprise au compte de résultat s'élève à 3 408 384,41 €.

II-2-2) Réserves

Les résultats d'exploitation des exercices successifs des EPSCP sont affectés aux réserves de l'établissement : compte 10682, créditeur de 15 643 420,05 € (abondement en cas de résultat bénéficiaire, prélèvement en cas de résultat déficitaire).

II-2-3) Provisions

► TABLEAU ANNEXE 7

La dotation aux provisions pour risques et charges, d'un montant total de 310 544.40 € est détaillée ci-dessous.

Compte 1511

NATURE DE LA PROVISION	ANNEES ANTERIEURES	REPRISE SUR ANNEES ANTERIEURES	DOTATION 2015	SOLDE COMPTE 1511
Provision pour litiges	74 049,52	**24 049,52**	**50 000,00**	100 000,00

Compte 1572

NATURE DE LA PROVISION	ANNEES ANTERIEURES	REPRISE SUR ANNEES ANTERIEURES	DOTATION 2015	SOLDE COMPTE 1572
Provision pour grosses réparations	117 750,00	**0**	**57 625,00**	175 375,00

Compte 1582

NATURE DE LA PROVISION	ANNEES ANTERIEURES	REPRISE SUR ANNEES ANTERIEURES	DOTATION 2015	SOLDE COMPTE 1582
Provision pour jours de congés déposés sur Compte Epargne Temps	312 077,99	**0**	**27 908,87**	339 986,86

Compte 1583

NATURE DE LA PROVISION	ANNEES ANTERIEURES	REPRISE SUR ANNEES ANTERIEURES	DOTATION 2015	SOLDE COMPTE 1583
Provision pour jours de congés déposés sur Compte Epargne Temps : **charges sociales**	242 853,31		**17 046,78**	259 900,09

Compte 1516

NATURE DE LA PROVISION	ANNEES ANTERIEURES	REPRISE SUR ANNEES ANTERIEURES	DOTATION 2015	SOLDE COMPTE 1516
Provision pour perte sur contrats	107 800,37	**6 632,00**		101 168,37

Compte 1518

NATURE DE LA PROVISION	ANNEES ANTERIEURES	REPRISE SUR ANNEES ANTERIEURES	DOTATION 2015	SOLDE COMPTE 1518
ACCIDENT DE TRAVAIL	59 964,08	8 795,10	0,00	51 168,98
CO-FINANCEMENT EA	1 592,00	1 592,00	0,00	0,00
CO-FINANCEMENT PSE	23 254,83	23 254,83	0,00	0,00
MISES A DISPOSTION DE PERSONNEL	33 526,72	22 159,94	0,00	11 366,78
PRIME LICENCIEMENT	5 731,47	5 731,47	0,00	0,00
PROJET IUF	45 076,27	22 379,51	0,00	22 696,76
Total général	**169 145,37**	**83 912,85**	**0,00**	**85 232,52**

Compte 4911

NATURE DE LA PROVISION	ANNEES ANTERIEURES	REPRISE SUR ANNEES ANTERIEURES	DOTATION 2015	SOLDE COMPTE 4911
CHEQUES IMPAYES	2105 ,00	**2 105,00**	**0**	0
RISQUE DE NON RECOUVREMENT			**137 306,12**	137 306,12
RISQUE DE NON RECOUVREMENT : TROP PERCU SUR SALAIRE	26 503,29	**12 622,84**	**5 380,16**	19 260,61
Remboursement DU COREEN	443,33			443,33
TOTAL COMPTE 4911	29 051,62	**14 727 ,84**	**142 686 ,28**	**157 010,06**

Compte 4912

NATURE DE LA PROVISION	ANNEES ANTERIEURES	REPRISE SUR ANNEES ANTERIEURES	DOTATION 2015	SOLDE COMPTE 4912
CHEQUES IMPAYES	1 834,42	**1 834,42**	**3 672,00**	3 672,00
PAYBOX IMPAYES	1 328,10	**1328 ,10**	**2076,68**	2076,68
Remboursement droits inscription	11 512,80	**11 512,80**	**4 900,87**	4900,87
Remboursement DU COREEN	14 540,00	**14 540 ,00**	**0**	0
TOTAL COMPTE 4912	**29 215,32**	**29 215,32**	**10 649,55**	**10 649,55**

Compte 4967

NATURE DE LA PROVISION	ANNEES ANTERIEURES	REPRISE SUR ANNEES ANTERIEURES	DOTATION 2015	SOLDE COMPTE 4967
Provision pour risque de non recouvrement des créances dues par l'Etat au titre des heures défiscalisées 2011 et 2012	181 559,23	**0**	**0**	181 559,23
TOTAL COMPTE 4967	181 559,23	**0**	**0**	**181 559,23**

Compte 395

NATURE DE LA PROVISION	ANNEES ANTERIEURES	REPRISE SUR ANNEES ANTERIEURES	DOTATION 2015	SOLDE COMPTE 395
Stock AUSONIUS	38 521,92		**4 627,92**	43 149.84
Stock PUB	30 503,54	**4 093,62**	**0**	26 409.92
TOTAL COMPTE 395	**69 025,46**	**4 093,62**	**4 627 , 92**	**69 559 ,76**

II-2-4) Dettes

- **Les dettes fournisseurs** s'élèvent à : **52 899,02 euros**

compte	libellé	Montant
4017	Fournisseurs - RG et oppositions	2 108,76
4047	Fournisseurs d'immobilisations – RG et oppositions	50 790,26

Notons qu'en raison de l'entrée en vigueur de la GBCP et de la reddition accélérée des comptes, tous les services faits dont la facture n'était pas parvenue au 21/12/2015 ont été traitées sous forme de charges à payer contrairement aux années précédentes (compte 4011 « fournisseurs »).

- **Les charges à payer 3 846 632,79** € se décomposent en deux postes : exploitation, masse salariale contre 3 l'année dernière ; toutes les factures d'immobilisations ayant pu être liquidées et payées avant la fermeture de décembre (contrainte technique liée à la bascule à la nouvelle comptabilité budgétaire au 01/01/2016)

compte	Libellé	Montant	Dt CFA	dt SIGDU
4081	Factures non parvenues : Fournisseurs	1 050 086,40		587 972,51
4286	Autres charges à payer : personnel	1 650 722,87	16 208,50	
4386	Autres charges à payer : organismes sociaux	342 900,28		
4282	Dettes provisionnées pour congés payés	400 819,48		
4382	Charges sociales sur congés payés	284 008,93		
4486	Charges à payer : Etat et autres collectivités publiques	118 094,83		

- Le tableau ci-dessous donne le détail des éléments composant **les passifs sociaux** :

PASSIFS SOCIAUX	COMPTES	ANNEE 2012	ANNEE 2013	ANNEE 2014	ANNEE 2015	DONT CHARGES SUR CREDITS 2015	DONT PRODUITS SUR EX 2015
HC ETS	4286/4386	528 337,62	530409,62	538 215,30	**590 977,91**	53 418,60	-655,99
HC EXT	4286/4386	1 004 928,19	946649,60	935 394,88	**838 024,61**	838 024,61	
INDEMNITAIRE	4286/4386	344 344,91	364240,06	332 642,10	**306 791,82**	306 791,82	
MEDECINE/PRESTATIONS	4286/4386	7 081,20	625,52	44 941,15	**0**		
RAFP	4286/4386	53 974,38	53076,40	32 624,35	**28 467,89**	20 485,50	
TRAITEMENT	4286/4386	130 199,16	192416,21	162 819,50	**173 884,45**	173 884,45	
CAPITAL DECES	4286	17 931,00	77657,67	0	**0**		
CET	4286/4386	212 482,00	47788,61	59 989,78	**54 504,46**	54 504,46	
FIHFP	4486		22471,13	39 492,71	**118 094,83**	118 094,83	
CONGES CONTRACTUELS	4282/4382	145 485,58	105400,52	115 707,96	**113 588,23**		-2 119,73
CONGES TITULAIRES	4282/4382	688 532,76	664660,73	656 251,00	**571 240,18**		-85 010,82
PRESTATIONS: GARDERIE					**972,01**	972,01	
TOTAL		3 133 296,80	3 005 396,07	2 918 078,73	**2 796 546,39**	**1 566 176,28**	**-87 786,54**

- **Les produits constatés d'avance** d'un montant de 2 195 986,80 euros sont répartis comme ci-dessous ; leur diminution témoigne du changement de méthode de comptabilisation des conventions pluriannuelles engagé en 2013/2014.

NATURE DE LA RECETTE	2012	2013	2014	2015	*dont antérieur*
AUSONIUS	25 198,42	11 563,99	29 957,62	*14 517,41*	*14 517,41*
BIBLIOTHEQUE	16 500,00				
DEFLE	268 890,15	292 996,18	241 445,58	*283 081,47*	
DELEGATION CNRS	7 114,00	14 228,00	29 868,00	*27 998,00*	
DROITS UNIVERSITAIRES	1 114 826,66	1 205 233,28	1 272 106,37	*1 262 764,57*	
CLES/TOIC	47 749,00	56 147,67	68 009,00	*80 773,00*	
C2I	11 727,00	7 053,33	6 692,00	*4 212,00*	*792,00*
FAD	77 805,00	87 930,00	101 931,67	*90 530,00*	
ST TOTAL DROITS ET REDEVANCES	**1 252 107,66**	**1 356 364,28**	**1 448 739,04**	**1 438 279,57**	
FORMATION CONTINUE (DAEU)				*164 663,93*	
FORMATION CONTINUE (PARE)	276 803,25	237 398,60	261 975,05	*43 433,32*	
FC CFA	3 180,00	5 902,75		*4 276,21*	
FC IJBA	24 200,00	29 010,00	26 654,04	*37 822,00*	
FC IUT	259 443,91	247 616,38	224 235,21	*174 714,89*	*25 547,50*
FORMATION	44 211,53	14 653,00	700,00	*700,00*	*700,00*
MISE A DISPOSITION PERSONNEL	100 142,08	65 405,37	35 123,02		
PUB	10 668,01	20 504,60	33 482,69		
POSIP		3000.00	8 500,00	*6 000,00*	
RECHERCHE	880 354,20	418 223,88	1 500,00	*500,00*	*500,00*
TOTAL	**3 168 813,21**	**2 713 867,03**	**2 342 180,25**	**2 195 986,80**	**42 056,91**

II-2-5) Échéances des créances et des dettes

► TABLEAU ANNEXE NUMERO 5

III) Notes relatives aux postes du compte de résultat

L'exécution du budget de l'année 2015 dégage les résultats suivants :

ETABLISSEMENT	1 909 114,79
SIGDU	188 869,96
CFA	9 182,58
TOTAL	**2 107 167,33**

III-1) Chiffre d'affaires et produits d'exploitation

Le résultat de l'université **hors budget annexe** se décompose principalement comme suit :

Libellé	2015		2014	
	PRODUITS	CHARGES	PRODUITS	CHARGES
Vente et prestations de services (C.A.)	4 583 239,39		4 542 444,56	
Production stockée	50 010,01		24 770,89	
Production immobilisée				
Achats		1 111 000,88		1 242 454,54
Services exterieurs		2 602 538,58		2 843 712,46
Autres services exterieurs (sauf personnel exterieur)		2 716 143,45		2 674 805,86
Total	*4 633 249,40*	*6 429 682,91*	*4 567 215,45*	*6 760 972,86*
Valeur ajoutée	**-1 796 433,51**		**-2 193 757,41**	
Valeur ajoutée		1 796 433,51		2 193 757,41
Subventions d'exploitation d'etat	74 630 161,12		73 742 306,95	
Subventions d'exploitation collectivités publiques et organismes internationaux	3 169 728,13		3 306 383,12	
Dons / legs et autres subventions d'exploitation	434 402,71		437 611,58	
Charges de personnel (y c. le personnel extérieur)		70 816 418,09		70 264 564,24
Impots, taxes et versements assimilés s/ rémunérations		1 053 449,64		969 093,50
Autres Impots, taxes et versements assimilés		215,62		2 476,50
Total	*78 234 291,96*	*73 666 516,86*	*77 486 301,65*	*73 429 891,65*
Excédent/Insuffisance brut(e) d'exploitation	**4 567 775,10**		**4 056 410,00**	
Excédent brut d'exploitation	4 567 775,10		4 056 410,00	
Reprise sur amortissements et provisions	2 275 367,52		2 647 700,77	
Transfert de charges d'exploitation				
Autres produits	183 975,94		340 825,95	
Autres charges		1 713 896,49		1 922 445,88
Dotations aux amortissements et provisions		3 530 521,33		3 957 687,73
Produits issus de la neutralisation des amortissements				
Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice				
Total	*7 027 118,56*	*5 244 417,82*	*7 044 936,72*	*5 880 133,61*
Résultat d'exploitation	**1 782 700,74**		**1 164 803,11**	
Resultat d'exploitation	1 782 700,74		1 164 803,11	
Produits financiers			2 127,30	
Charges financières		1 549,82		672,24
Total	*1 782 700,74*	*1 549,82*	*1 166 930,41*	*672,24*
Resultat courant	**1 781 150,92**		**1 166 258,17**	
Produits exceptionnels (sauf c/ 776 et 777)	196 854,40		220 803,39	
Charges exceptionnelles		68 890,53		172 013,70
Total	*196 854,40*	*68 890,53*	*220 803,39*	*172 013,70*
Resultat exceptionnel	**127 963,87**		**48 789,69**	
Resultat courant	1 781 150,92		1 166 258,17	
Resultat exceptionnel	127 963,87		48 789,69	
Total	*1 909 114,79*	*0,00*	*1 215 047,86*	*0,00*
Resultat net	**1 909 114,79**		**1 215 047,86**	
Resultat net	1 909 114,79		1 215 047,86	
Impots sur les bénéfices et impots assimilés				
Total	*1 909 114,79*	*0,00*	*1 215 047,86*	*0,00*
Resultat net après impots	**1 909 114,79**		**1 215 047,86**	
Produits des cessions d'éléments d'actif			19 733,50	
Valeurs comptable des éléments d'actif cédés				
Total	*0,00*	*0,00*	*19 733,50*	*0,00*
Plus ou moins-value sur cession d'actif	**0,00**		**19 733,50**	

III-2) Opérations propres aux budgets annexes

Charges et produits du SIGDU –Année 2015

Dépenses exploitation		Recettes d'exploitation	
60 ACHATS	162 001,21	70 VENTES ET PRESTATIONS	1 186 060,19
61 SERVICES EXTERIEURS	225 557,79	74 SUBVENTIONS	112 000,00
62 AUTRES SERVICES EXTERIEURS	21 596,72	75 AUTRES PRODUITS	15 000,43
63 IMPOTS, TAXES, REDEVANCES	481 910,82	77 PRODUITS EXCEPTIONNELS	
65 AUTRES CHARGES	2 923,35		
67 CHARGES EXCEPTIONNELLES	586,60		
68 AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	80 943,19		
63 TAXES SUR REMUNERATIONS	2 358,70		
64 CHARGES DE PERSONNEL	146 312,28		
	1 124 190,66		**1 313 060,62**

Charges et produits du CFA –Année 2015

Dépenses exploitation		Recettes d'exploitation	
60 ACHATS	2 634,72	70 VENTES ET PRESTATIONS	15 681,75
61 SERVICES EXTERIEURS	896,13	74 SUBVENTIONS	148 708 ,65
62 AUTRES SERVICES EXTERIEURS	33 155,75	75 AUTRES PRODUITS	655,99
65 AUTRES CHARGES	26 476,00	77 PRODUITS EXCEPTIONNELS	
66 CHARGES FINANCIERES	80,35		
68 AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	8 031,21		
63 TAXES SUR REMUNERATIONS	1 161,92		
64 CHARGES DE PERSONNEL	83 427,73		
	155 863,81		**165 046,39**

IV) Autres informations

IV-1) Evénements postérieurs à la clôture Néant

IV-2) Aspects environnementaux Néant

IV-3) Filiales et participations

L'Université Bordeaux Montaigne est membre depuis 2010 de la Fondation partenariale InnovaSol dont l'objet est la mise en œuvre de toutes actions concourant à l'innovation en matière de gestion des sites et sols pollués.
La durée de cette fondation était fixée à 5 ans : L'université a intégralement honoré le paiement des sommes dues pour la durée du programme, soit 50 000 euros.

IV-4) Engagements hors bilan Néant

IV-5) Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes s'élèvent à 24 624.00 euros TTC et ont été intégralement rattachés à l'exercice 2015, conformément aux règles en vigueur.

IV-6) Effectifs

Le tableau ci-après indique au 31 décembre 2015 les effectifs de l'université décomptés en ETPT, c'est-à-dire proportionnellement à leur activité, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année.

Ex Budget Etat				
	31 décembre 2014		**31 décembre 2015**	
ENSEIGNANTS				
	Nombre de personnes	ETPT	Nombre de personnes	ETPT
PROFESSEUR	***133***	**126**	***133***	**123**
MAITRES DE CONF.	***293***	**279**	***295***	**276**
PRAG-PRCE-BI ADM-EPS	***101***	**63**	***70***	**62**
PAST	***46***	**21**	***47***	**21**
ATER SUR PV	***18***	**9**	***24***	**12**
PROF.LYCEE.PROFESS	***1***	**1**	***2***	**1**
CONTRACTUEL (CDD/CDI)	***1***	**1**	***6***	**2**
TOTAL	**593**	**500**	**577**	**496**

Personnels de soutien				
	Nombre de personnes	ETPT	Nombre de personnes	ETPT
BIB				
A	***11***	***10***	***11***	***9***
B	***10***	***8***	***9***	***8***
C	***14***	***12***	***13***	***13***
ASU				
A	***12***	***11***	***11***	***11***
B	***13***	***12***	***14***	***12***
C	***56***	***48***	***54***	***45***
ITARF				
A	***77***	***75***	***88***	***72***
B	***53***	***43***	***56***	***47***
C	***84***	***75***	***94***	***81***
TOTAL				
A	***100***	***96***	***110***	***91***
B	***76***	***62***	***79***	***66***
C	***154***	***136***	***161***	***140***
CONTRACTUELS & PACTE	**36**	**19**	**36**	**24**
AGENT COMPTABLE	***1***	***1***	***1***	***1***
TOTAL	**367**	**313**	**387**	**322**
TOTAL GENERAL EX BUDGET ETAT	***960***	***813***	***964***	***818***

Ex Budget Université				
	31 décembre 2014		**31 décembre 2015**	
	Nombre de personnes	ETPT	Nombre de personnes	ETPT
DOCTORANTS & ALLOC RECHERCHE	***82***	***61***	***96***	***68***
ATER MI TEMPS	***20***	***6***	***25***	***4***
ATER	***7***	***3***	***7***	***4***
LECTEUR	***41***	***26***	***39***	***24***
ENS CDD/CDI	***90***	***34***	***108***	***38***
Sous-total enseignants	***240***	***129***	***275***	***139***
CDI & GAGES	***28***	***21***	***28***	***16***
Contractuels hors CAE-CEC	***472***	***125***	***433***	***119***
Contrats aidés CAE+CA	***42***	***30***	***39***	***25***
Sous-total personnels adm.	***542***	***176***	***500***	***160***
TOTAL GENERAL ex BUDGET UNIVERSITE	***782***	***304***	***775***	***298***
TOTAL GENERAL	***1742***	***1117***	***1739***	***1117***

TABLEAU ANNEXE NUMERO 1

Rubriques	Valeur brute à la fin de l'exercice précédent	Augmentations	Sorties inventaire	Valeur brute à la clôture de l'exercice
			intégrations Immos en cours	
Immobilisations incorporelles	**1 023 211,35**	**29 542,82**		**1 052 754,17**
dont frais d'établissement	0,00			**0,00**
dont en-cours	0,00			**0,00**
Immobilisations corporelles	**82 785 075,30**	**4 071 651,96**	**1 171 629,23**	**85 685 098,03**
dont en-cours	163 497,86	1 829 038,45	**830 609,14**	1 161 927,17
dont donation	6 210,00			6 210,00
Immobilisations financières	**76,99**	**253 894,00**		**253 970,99**
Dépôts et cautionnements versés	76,99			76,99
Titres de participation	0,00	253 894,00		253 894,00
TOTAL	**83 808 363,64**	**4 355 088,78**	**1 171 629,23**	**86 991 823,19**

TABLEAUX ANNEXES NUMEROS 2/3/4

Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Augmentations Régularisations sur exercices antérieurs	Amortissements neutralisés	Charge budgétaire réelle	Diminution d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
	Compte 28	Compte 68		Compte 7813			Compte 28
Immobilisations incorporelles	981 038,71	11 001,49			11 001,49		992 040,20
Immobilisations corporelles	22 118 095,29	3 301 169,93		2 127 276,37	1 173 893,56	341 020,09	25 078 245,13
TOTAL	23 099 134,00	3 312 171,42		2 127 276,37	1 184 895,05	341 020,09	26 070 285,33

ok balance

Développement des augmentations	Dotation de l'exercice	Ventilation des dotations			
		compléments liés à une réévaluation	Eléments amortis selon le mode linéaire	Eléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles	11 001,49		11 001,49		
Immobilisations corporelles	3 301 169,93		3 297 949,84		3 220,09
TOTAL	3 312 171,42		3 308 951,33	0,00	3 220,09

Développement des Diminutions	Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions		
		Eléments transférés à l'actif circulant	Eléments cédés	Eléments mis hors service
Immobilisations incorporelles	0,00			0,00
Immobilisations corporelles	341 020,09			341 020,09
TOTAL	341 020,09		0,00	341 020,09

TABLEAU ANNEXE 5

Créances	Montant net au bilan	Degré de liquidité de l'actif		Dettes	Montant net au bilan	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins un an	Échéances à plus un an			Échéances à moins un an	A plus un an	A plus cinq ans
Créances de l'actif immobilisé :				**Emprunts obligataires**				
Créances rattachées à des participations			0,00	**Emprunts et dettes financières divers**				
Prêts (1)				2 ans maximum à l'origine				
Autres créances immobilisées STOCKS	685 379,53	228 459,84	456 919,69	plus de 2 ans à l'origine				
Avances et acomptes versés sur commandes				**Avances et acomptes reçus sur commandes en cours**	**5 929 261,11**	1 357 741,87	4 571 519,24	
Créances de l'actif circulant :								
Créances clients et comptes rattachés	1 655 808,43	1 655 808,43		**Dettes fournisseurs et comptes rattachés**	**1 052 195,16**	1 052 195,16		
Autres créances d'exploitation	3 861 185,45	1 282 687,98	2 578 497,47	**Dettes fiscales et sociales**	**2 907 118,80**	2 796 983,89		110 134,91
Produits de ressources affectées				**Charges de ressources affectées**				
				Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	**50 790,26**	50 790,26		
Créances diverses : autres créances - comptes transitoires	1 457 879,87	75 053,89	1 382 825,98	**Dettes diverses : autres dettes - comptes transitoires**	**515 651,41**	515 651,41		
Charges constatées d'avance	**46 306,28**	46 306,28		**Produits constatés d'avance**	**2 195 986,80**	**2 195 986,80**		
TOTAL	**7 706 559,56**	**3 288 316,42**	**4 418 243,14**	**TOTAL**	**12 651 003,54**	**7 969 349,39**	**4 571 519,24**	**110 134,91**

TABLEAU ANNEXE NUMERO 6

Rubriques	Montant comptabilisés à la fin de l'exercice précédent	Augmentations	Diminutions	Montant constatés à la clôture de l'exercice SD	Montant constatés à la clôture de l'exercice SC
		Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		
10411- CONTREPARTIE ET FINANCEMENT DES ACTIFS MIS A DISPOSITION DES ETABLISSEMENTS (HORS FONDATIONS UNIVERSITAIRES) ETAT	57 623 838,24	46 498,23			57 670 336,47
104131-FINANCEMENT RATTACHE A DES ACTIFS DETERMINES - ETAT	3 169 822,42		239 708,70		2 930 113,72
104132-FINANCEMENT RATTACHE A DES ACTIFS DETERMINES - ANR IA	533 240,73	75 053,89			608 294,62
104138-FINANCEMENT RATTACHE A DES ACTIFS DETERMINES - AUTRES ORGANISMES	0,00	253 894,00			253 894,00
10491-REPRISE AU RESULTAT DE LA CONTREPARTIE ET DU FINANCEMENT DES ACTIFS MIS A DISPOSITION DES ETABLISEMENTS - ETAT	-6 993 542,50	1 465 885,85		-8 459 428,35	
104931-ETAT REPRISE AU RESULTAT DU FINANCEMENT DES AUTRES ACTIFS	-2 639 588,82	244 893,32	239 708,70	-2 644 773,44	
104932-ANR IA - REPRISE AU RESULTAT DU FINANCEMENT DES AUTRES ACTIFS	-107 544,66	69 354,10		-176 898,76	
10682 – Réserves facultatives	14 225 409,75	1 431 517,69	13 507,39		15 643 420,05
110 – Report à nouveau créditeur ()	6 399,43		6 399,43		0,00
119 – Report à nouveau débiteur ()	-13 507,39	5 535,48	13 507,39	-5 535,48	
120 – Résultat créditeur de l'exercice	1 425 118,26		1 425 118,26		2 107 167,33
129 – Résultat débiteur de l'exercice	0,00				0,00
13412-REGION FINANCEMENTS RATTACHES A DES ACTIFS DETERMINES DONT CONTREPARTIE DES BIENS REMIS	1 713 498,85	150 671,16	5 876,52		1 858 293,49
134121-REGION FINANCEMENTS RATTACHES A DES ACTIFS DETERMINES DONT CONTREPARTIE DES BIENS REMIS : immos en cours	0,00				0,00

13414-COMMUNES ET GROUPEMENTS DE COMMUNES FINANCEMENTS RATTACHES A DES ACTIFS DETERMINES DONT CONTREPARTIE DES BIENS REMIS	5 054,04				5 054,04
13415-AUTRES COLECTIVITES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS FINANCEMENTS RATTACHES A DES ACTIFS DETERMINES DONT CONTREPARTIE DES BIENS REMIS	2 497 957,63	505 591,04	4 768,77		2 998 779,90
13416-UNION EUROPEENNE FINANCEMENTS RATTACHES A DES ACTIFS DETERMINES DONT CONTREPARTIE DES BIENS REMIS	86 110,71	1 353,45	3 596,74		83 867,42
13417-AUTRES ORGANISMES FINANCEMENTS RATTACHES A DES ACTIFS DETERMINES DONT CONTREPARTIE DES BIENS REMIS	73 939,62	21 328,35			95 267,97
13418-AUTRES FINANCEMENTS RATTACHES A DES ACTIFS DETERMINES DONT CONTREPARTIE DES BIENS REMIS	394 380,00				394 380,00
13492-REGION REPRISE AU RESULTAT DES FINANCEMENTS RATTACHES A DES ACTIFS	-944 940,57	175 691,87	5876,52	-1 114 755,92	
13494-COMMUNE ET GROUPEMENT DE COMMUNE REPRISE AU RESULTAT DES FINANCEMENTS RATTACHES A DES ACTIFS	-4 414,22	445,39		-4 859,61	
13495-AUTRES COLECTIVITES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS REPRISE AU RESULTAT DES FINANCEMENTS RATTACHES A DES ACTIFS	-296 676,86	127 557,66	4 768,77	-419 465,75	
13496-UNION EUROPEENNE REPRISE AU RESULTAT DES FINANCEMENTS RATTACHES A DES ACTIFS	-64 174,56	6 402,50	3596,74	-66 980,32	
13497-AUTRES ORGANISMES REPRISE AU RESULTAT DES FINANCEMENTS RATTACHES A DES ACTIFS	-58 113,01	8 231,94		-66 344,95	
13498-AUTRES REPRISE AU RESULTAT DES FINANCEMENTS RATTACHES A DES ACTIFS	-325 801,37	29 050,49		-354 851,86	
1511 - Provisions pour litiges	74 049,52	50 000,00	24 049,52		100 000,00
1516 - Provisions pour perte sur contrats	107 800,37		6 632,00		101 168,37
1518 Autres provisions pour risques	169 145,37		83 912,85		85 232,52
1572 Provisions pour grosses réparations.	117 750,00	57 625,00	0,00		175 375,00
1582-Provisions pour CET	312 077,99	27 908,87	0,00		339 986,86
1583- Provisions pour CET - Charges sociales et fiscales	242 853,31	17 046,78	0,00		259 900,09
Total capitaux propres	**71 330 142,28**			**-13 313 894,44**	**85 710 531,85**

TABLEAU ANNEXE 7

			Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	
1511	Provisions pour litiges	74 049,52	50 000,00	24 049,52	100 000,00
1516	Provision pour pertes sur contrats	107 800,37		6 632,00	101 168,37
1518	Provisions pour risques et charges	169 145,37		83 912,85	85 232,52
1572	Provisions pour grosses réparations.	117 750,00	57 625,00		175 375,00
1582	Provisions pour CET	312 077,99	27 908,87		339 986,86
1583	Provisions pour CET - Charges sociales et fiscales	242 853,31	17 046,78		259 900,09
395	Provisions pour dépréciation des stocks de produits	69 025,46	4 627,92	4 093,62	69 559,76
4911	Provisions pour dépréciations des comptes de clients divers	29 051,62	142 686,28	14 727,84	157 010,06
4912	Provisions pour dépréciations des comptes d'étudiants	29 215,32	10 649,55	29 215,32	10 649,55
4967	Provisions pour dépréciations des autres comptes débiteurs	181 559,23			181 559,23
	TOTAL	1 332 528,19	310 544,40	162 631,15	1 480 441,44